

CERADESI NEWS

LA RECHERCHE-ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT

Bulletin N° : 02



«... Je remercie énormément le CERADESI pour ces différents efforts. Aussi je l'encourage à étendre ces formations à l'ensemble des autres communes du Burkina FASO » BATIONA Balélé, CCVC de Djigouéra.

CERADESI

Le Centre d'Études et de Recherche-Action pour le Développement Economique et Social Intégré (CERADESI) est un Centre d'expertise, d'appui-conseil et d'accompagnement de l'Etat, des Collectivités territoriales (CT) et des Organisations de la société civile (OSC). C'est un incubateur de méthodes et d'outils d'appui à la gouvernance économique et à la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité

Missions et objectifs du CERADESI.

Notre mission

Le CERADESI se donne pour mission de promouvoir la bonne gouvernance économique et financière à travers une meilleure gestion des ressources publiques par le développement et la valorisation de la recherche, des études ainsi que la mise en œuvre de pratiques novatrices sur la gestion budgétaire, la protection sociale et les droits humains.

Nos objectifs :

- Promouvoir la défense des droits de la personne, l'Etat de droit et la promotion des principes de bonne gouvernance au niveau local, national et africain y compris l'équité homme/femme ;
- Contribuer à l'éveil des consciences afin d'influencer les dynamiques du développement démocratique ;
- Promouvoir une protection sociale sensible aux besoins des populations les plus défavorisées ;
- Développer une expertise locale pertinente sur les questions liées aux finances publiques et à la protection sociale ;
- Conduire des plaidoyers de haut niveau pour la prise en compte des préoccupations des populations défavorisées dans les politiques publiques et les budgets à tous les niveaux ;
- Améliorer la transparence et la redevabilité pour une gestion efficace et efficiente des ressources publiques (Etat, Collectivités territoriales décentralisées, Organisations de la société civile) ;
- Formuler des avis pour les décideurs politiques et les organisations de la société civile sur la pertinence des choix de politiques publiques.

PROJET PARRC : DES EMISSIONS RADIOS INTERACTIVES POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION



Le CCVC de IOLONIORO à la RTB 2 au cours de l'émission sur la lutte contre la malnutrition

"Contribuer à assurer la production et la disponibilité d'informations sanitaires et nutritionnelles de qualité à tous les niveaux, à renforcer l'utilisation de ces informations dans la prise de décisions et à améliorer l'utilisation des services sanitaires et nutritionnels par les populations". C'est l'un des 5 objectifs du Projet PARRC (Programme d'appui au renforcement de la redevabilité sociale et de la veille citoyenne en faveur de l'accès aux services sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso). Le projet PARRC est initié par le Centre d'étude et de recherche-action pour le développement économique et social intégré (CERADESI) avec l'appui financier et technique du Fond des nations unies pour l'enfance au Burkina Faso (UNICEF Burkina). Pour atteindre cet objectif, le CERADESI a organisé des actions de communication pour la promotion de l'utilisation des services de santé/nutrition, en appuyant les radios locales dans la diffusion des informations sanitaires et nutritionnelles et la sensibilisation des populations.

Cette initiative de communication a été matérialisée par des émissions radios interactives sur la prévalence de la malnutrition dans les communautés. Pour plus d'efficacité, de qualité et d'efficience dans la réalisation des émissions, le CERADESI a accompagné l'ensemble des vingt communes d'intervention. Le CERADESI s'est basé sur les Comités communaux de veille citoyenne (CCVC) des différentes zones d'intervention pour réaliser cette activité de sensibilisation.

Ainsi, dans chacune des communes, outre les hôtes de la radio, l'émission a été animée par le major du centre de santé, le point focal du CCVC et le représentant du SYNATEB. A l'occasion, chaque comité a présenté un tableau de bord nutritionnel de sa commune, le mécanisme de prise en charge des cas de malnutrition, avant de prodiguer des conseils pratiques pour une bonne alimentation infanto-maternelle. La partie interactive qui a permis aux populations de participer. Ce fut l'occasion de lever les zones d'ombre et d'éclairer les lanternes des uns et des autres sur les questions de santé et de nutrition.

En dehors de la commune de Zawara où la réalisation de l'activité n'a pas eu lieu, l'ensemble des dix-neuf autres communes ont réalisé leur émission. Le CERADESI se réjouit des différentes mobilisations et traduit sa gratitude aux autorités communales, notamment à son partenaire technique et financier UNICEF_Burkina, pour son soutien indéfectible.

Nos principes

Le Centre est régi par des principes, des valeurs fondées sur **l'objectivité, l'impartialité et l'indépendance.**

C'est une structure indépendante des différents pouvoirs, partis politiques, groupes d'intérêt et forces sociales de quelque nature que ce soit. Les actions et interventions de l'Association sont impartiales et non partisans, et ses critiques objectives, équilibrées et constructives.

PROJET PAARC

Le « Programme d'appui au renforcement de la Redevabilité sociale et de la veille citoyenne en faveur de l'accès aux services sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso (PARRC) » est un projet initié et mise en œuvre par le Centre d'études et de recherche-action pour le développement économique et Social Intégré (CERADESI). Ce projet est financé par l'UNICEF Burkina pour une période de 18 mois.

OBJECTIFS DU PROJET

Contribuer au renforcement de la veille citoyenne individuelle et /ou collective à l'effet d'améliorer le rendement qualitatif et quantitatif des services sociaux de base via des dépenses publiques participatives, inclusives et équitables.

Spécifiquement le projet entend :

- Asseoir une culture de redevabilité et de responsabilité sociale qui amène les autorités locales à formuler en étroite collaboration avec les citoyens, des budgets participatifs et consensuels, à les exécuter efficacement et de manière efficiente, et à rendre compte de leur gestion ;
- Accompagner techniquement les acteurs (autorités, élus et OSC) au niveau local pour des services sociaux de base de qualité et pour une société civile outillée et active ;
- Contribuer à réduire les formes d'inégalité, d'injustices sociales en matière de droits des femmes et des enfants et des personnes vulnérables dans les secteurs concernés ;
- Contribuer à assurer la production et la disponibilité d'informations sanitaires/nutritionnelles de qualité à tous les niveaux et à renforcer l'utilisation de ces informations dans la prise de décisions et à améliorer l'utilisation des services sanitaires/nutritionnels par les populations ;
- Capitaliser l'expérience du projet pour servir de

PROJET PARRC : LES MEMBRES DES COMMITES COMMUNAUX DE VEILLE CITOYENNE (CCVC) DE DJIGOUERE ET TOUSSIANA PRES POUR LE COMBAT CONTRE LA MALNUTRITION



Les CCVC de Toussiana et Djigouèra au sortie de formation sur la malnutrition

La malnutrition se caractérise par un état pathologique résultant de la carence, de l'excès ou du déséquilibre d'un ou de plusieurs nutriments. C'est un problème de santé publique. En effet, la malnutrition aiguë sévère tue environ 1.5 millions d'enfants par an. Soit en moyenne un enfant toutes les 30 secondes. 9.2 millions d'enfants de moins de 5 ans décèdent chaque année dans le monde. Environ 53% des décès est lié à la malnutrition aiguë sévère. Aussi, les risques de décès chez les enfants malnutris est 5 à 20 fois supérieur par rapport aux enfants correctement nourris.

Au regard de cette situation, le Centre d'étude et de recherche action pour le Développement économique et social intégré (CERADESI) a initié une formation sur les généralités de la malnutrition et l'utilisation des données de routine pour des plaidoyers, à l'endroit des CCVC. Cette session de formation dont l'objectif est de contribuer à éradiquer le phénomène de malnutrition dans les communautés est intervenue dans le cadre du Projet PARRC financé par l'UNICEF Burkina. Elle a été organisée au profit de l'ensemble des 20 communes d'intervention, regroupées en huit sites.

Dans les Haut-Bassin, la formation a regroupée les membres des CCVC des communes de Toussiana et Djigouèra dans les locaux de la mairie de Toussiana. Au sortir de la formation, les participants disent avoir trouvé satisfaction, à en croire Mariam COULIBALY : « Je suis de l'association des femmes de Djigouèra, par ailleurs membre du comité communal de veille citoyenne. Je suis très satisfaite de ses deux journées de formation qui a porté sur la malnutrition. J'ignorais beaucoup de choses sur la malnutrition mais grâce à cette formation, je viens de renforcer mes connaissances en la matière. J'ai compris que la malnutrition infantile peu prendre racine depuis le fœtus. Tous ce que j'ai appris me permettra de sensibiliser mes consœurs en les invitant aux bonnes pratiques nutritionnelles et à des actions de prévention mais aussi en les invitant à fréquenter les centres de santé en cas de besoin. Pour cela nous disons un grand merci au CERADESI pour l'initiative du projet PARRC ».

Ainsi, avec cette formation, le CERADESI peut désormais compter sur une ressource humaine de qualité à ses côtés, pour la cause de la lutte contre la malnutrition infanto-maternelle.

cas d'école - capitaliser les résultats et les leçons tirées du projet et de mener des actions effectives de plaidoyer à l'endroit des ministères et des partenaires clé sur la base des évidences produites.

RESULTAT ATTENDU DU PROJET

Les résultats visés d'ici à la fin du projet sont au nombre de quatre (04) :

- les autorités locales organisent de concert avec la société civile les débats d'orientations budgétaires, mettent en place des mécanismes de reddition des comptes et gèrent les ressources locales de manière efficace et efficiente en faveur des enfants (filles/garçons), femmes et personnes vulnérables ;
- les organisations locales de la société civile développent de manière autonome des initiatives de veille et de contrôle citoyen dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement et de la nutrition ;
- des informations sanitaires/nutritionnelles de qualité sont produites et rendues publiques et aident à la prise de décisions améliorant ainsi l'utilisation des services sanitaires/ nutritionnels par les populations ;
- des informations sanitaires/nutritionnelles de qualité sont produites et rendues publiques et aident à la prise de décisions améliorant ainsi l'utilisation des services sanitaires/ nutritionnels par les populations.

PROJET PARRC : OUTILLER LES COMITES COMMUNAUX DE VEILLE CITOYENNE POUR BOUTER LA MALNUTRITION HORS DES COMMUNES



Les CCVC de Bondigui et Iolonioro participant à la formation sur la malnutrition

Au Burkina Faso, 35% des causes de la mortalité chez les enfants de cette tranche d'âge sont liées à la malnutrition aiguë. C'est l'une des principales raisons de mortalité infantile. Cet état de fait montre la gravité de la malnutrition et ses répercussions négatives dans nos sociétés.

Pour apporter sa pierre dans la lutte contre ce problème de santé publique, le Centre d'étude et de recherche action pour le Développement économique et social intégré (CERADESI) avec le financement de UNICEF_Burkina a entrepris de renforcer les capacités des membres des comités communaux de veille citoyenne sur la nutrition et l'utilisation des données de routine des programmes de nutrition pour des plaidoyers. Cette action intervient dans le cadre du projet PARRC (Programme d'appui au renforcement de la redevabilité sociale et de la veille citoyenne en faveur de l'accès aux services sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso). Ainsi, ce lundi 11 et mardi 12 janvier 2021, le CCVC de la commune de Iolonioro a rejoint son confrère de la commune de Bondigui pour bénéficier de ladite formation.

Pour ce faire, le Médecin chef du district de Diébougou, M. DEMBELE a été invité pour assurer la formation. Il a passé en revue les généralités sur la malnutrition. De la définition conceptuelle à la présentation des défis majeurs et des perspectives du phénomène, passant par les causes, les manifestations et les conséquences à tous les niveaux, aucun aspect n'a été ignoré.

Les échanges, les partages d'expériences au cours des deux journées de formations ont permis à l'ensemble des participants de mieux comprendre le sujet et de manifester leurs satisfactions, à en croire les propos ci-dessous. « Je suis point focal du CCVC de la commune de Iolonioro. Je viens de participer à une formation sur la nutrition. Je pense que cette formation est très utile et est la bienvenue. Avec les outils que nous venons d'acquérir, nous pourrions mieux lutter contre la malnutrition dans notre commune en invitant les uns et les autres à adopter les comportements adéquats en matière de nutrition. », dit Pierre KAMBOU. M. Nibègnin SOME renchérit en ces termes : « Je suis le SYNATEB dans le CCVC de Bondigui.



Photo de famille des participants après la formation sur la malnutrition

Cette formation a été très utile dans la mesure où elle va nous permettre de collecter des données sur la nutrition en vue de faire des plaidoyers pour améliorer les conditions de vie des populations en luttant contre la malnutrition dans la commune. Nous sommes désormais mieux outillés et cela va nous aider dans notre lutte ».

C'est donc avec un défi de bouter la malnutrition loin des frontières de leurs communes que les participants ont regagné leurs domiciles, en attendant de s'organiser pour des actions palpables.

COMMUNE DE BONDIGUI : LE CCVC PORTE LE FLAMBEAU DE LA LUTTE CONTRE LES MAUVAISES PRATIQUES NUTRITIONNELLES DANS LA COMMUNE.



Le diagnostic de la malnutrition à l'aide du périmètre brachial

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet PARRC, le Centre d'étude et de recherche-action pour le développement économique et social intégré (CERADESI) a initié, au cours de la période de janvier 2021, à l'endroit des Comités communaux de veille citoyenne (CCVC), une formation sur la nutrition et l'utilisation des données nutritionnelles pour un plaidoyer. Cette formation, assurée par les médecins chefs de districts des localités concernées, a permis de toucher les

membres des comités communaux des vingt communes bénéficiaires du projet. L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités de l'ensemble des membres des CCVC, en les mettant à contribution pour éradiquer le phénomène de malnutrition dans les communautés.

Pour ce faire, les CCVC ont intégré les objectifs de cette lutte dans leurs plans d'actions. Certains ont même entamé la mise en œuvre d'actions concrètes, dans leurs communautés, au grand bonheur des populations. C'est l'exemple du comité de veille citoyenne de la commune de Bondigui. Les membres de ce comité ont initié une campagne de sensibilisation et de détection des malnutris, de démonstration culinaire et de distribution de ration sèche dans les cinq (5) Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) de la commune, à savoir celui de Nahirindon, de Nabéré, de Wan, de Diarkadougou et de Bondigui. Objectif, lutter contre le phénomène de la malnutrition au sein de la commune.

Stratégie déployée et Cibles

« La situation nutritionnelle de la commune est dégradante au regard des rapports des spécialistes de la santé. Le CCVC a ainsi décidé d'apporter sa pierre afin d'amener les populations à adopter les bonnes pratiques en matière de nutrition. », à en croire, le point focal du CCVC de la commune de Bondigui. Après avoir identifié les villages d'intervention et les cibles que sont les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les grandes mères, l'équipe du CCVC fait le déplacement des lieux. Une fois sur le site d'intervention, à l'aide du périmètre

brachial et de leurs pousses, l'équipe procède à la détection des malnutris aigus modérés (MAM) et des malnutris aigus sévères (MAS). Passée cette étape de diagnostic, munis de boîtes à images, elle passe à des présentations suivies d'échanges sur les bonnes pratiques alimentaires pour les femmes enceintes et des bébés, sur la nécessité des consultations prénatales et sur la périodicité pour l'introduction des compléments alimentaires des nourrissons.



La bouillie enrichie

La thématique sur la fabrication de ration sèche pour la préparation de la bouillie enrichie des bébés a également été au menu de la séance de sensibilisation. Les participants ont ainsi bénéficié de connaissances approfondies sur les ingrédients et les différentes méthodes de préparation de la bouillie enrichie. Le

comité a en outre insisté sur l'hygiène pendant chaque étape, au cours de la préparation.

Pour corroborer cette formation, sous le regard de la spécialiste, les femmes procèdent à une démonstration culinaire tout en suivant les différentes étapes, les différentes mesures des ingrédients (farine de petit mil + farine de haricot + soumbala ou poisson + huile + sel + moringa + sucre + eau) et surtout en respectant les consignes. A la cuisson de la bouillie les bébés âgés de 06 mois au moins sont invités à déguster le chef-d'œuvre des nouvelles formées.

Pour renchérir leur action, le comité de veille citoyenne de la commune de Bondigui, après chaque séance, identifie huit (08) malnutris à qui il offre des kits en ration sèche.

Au sortir de ses activités, les populations ont remercié les membres du CCVC et exprimé leurs satisfactions. Par ailleurs, les agents de santé au niveau des CSPS et les ASBC (Agents de santé à base communautaire) ont également salué et encouragés les efforts du CCVC dans sa volonté de bouter la malnutrition hors de la commune. L'équipe opérationnelle du CERADESI, quant à elle, a réitéré ses encouragements et invité l'ensemble des autres CCVC à emboîter ce pas.

PROJET PARRC : LE CERADESI OPTÉ POUR LE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES CCVC



Le CCVC de Niaogho participant à la formation sur la collecte et l'analyse et la collecte des données budgétaires

« Ce soir, je ressors de cet atelier très satisfait. Nous avons appris des choses importantes que j'ignorais sur la gestion du budget de l'éducation, la santé, ... ». C'est ainsi que s'exprime YABRE Innocent, représentant du SYNATEB (Syndicat national des travailleurs de l'éducation de base) dans le CCVC (Comité communal de veille citoyenne) de ZABRE, pour manifester sa satisfaction, après avoir participé à un atelier sur le suivi et l'appui conseil dans la collecte et l'analyse des données budgétaires.

En effet, le Centre d'étude et de recherche action pour le développement économique et social intégré a initié une série de sessions de renforcement de capacité à l'endroit des membres des vingt CCVC mis en place pour l'atteinte des objectifs du projet PARRC. Ainsi, après la formation sur le processus budgétaire (la décentralisation, le transfert des compétences et le rôle des OSC) la formation sur l'analyse budgétaire, celle sur la nutrition, le présent atelier sur le suivi et l'appui conseil dans la collecte et l'analyse des données budgétaires intervient dans l'optique de renforcer davantage les compétences des CCVC afin de les rendre plus apte à jouer leurs rôles de veille citoyenne. Pour ce faire, l'équipe opérationnelle du Centre s'est répartie en deux équipes avant de se déployer dans les communes depuis le 27 avril 2021. Objectif, rencontrer les capacités des membres de chaque comité de veille citoyenne dans sa propre commune pendant deux jours.

Ainsi, au cours de ce temps de d'échanges et d'apprentissage, les participants ont appris à lire les lignes budgétaires relatives aux secteurs sociaux de base, en vue d'un meilleur exercice de leur mission. Par ailleurs, ils ont appris à collecter les informations budgétaires sur les secteurs sociaux, sur les cartes éducatives et sanitaires, et à concevoir des indicateurs de suivi et gestion budgétaire.

Au sortir de cet atelier, les participants ont exprimé leurs points de vues.





“ Je suis NAMANE Daouda, représentant du SYNATEB dans le CCVC de la commune de Bissiga. Pour ma part, la mise en œuvre du projet PARRC se déroule bien. Nous recevons régulièrement des appui-conseils. Ce dernier atelier nous a outillé sur la collecte et l’analyse des données budgétaires. Nous avons appris à faire la lecture des différentes lignes du budget communal et à pouvoir l’analyser pour d’éventuels plaidoyers. En tant que citoyen, cela élargie notre culture, nous permet de rompre avec l’ignorance pour apprendre sur la gestion de la chose

publique. Nous pourrions ainsi mieux jouer le rôle de veille citoyenne dans la commune. Nous disons un très grand merci à l’endroit des partenaires techniques et financiers du projet et à l’équipe opérationnel du CERADESI. ”

“ Je suis DIANDA Moumouni, enseignant de profession. Je suis au sein du CCVC de Pissila en tant que représentant du SYNATEB. Avec le projet PARRC mis en œuvre par le CERADESI, nous avons participé à plusieurs formations allant dans le sens de la veille citoyenne. Ces formations nous ont permis de comprendre le processus budgétaire ; comment élaborer un budget, comment suivre la mise en œuvre d’un budget. Voici entre autres les compétences que nous avons acquises lors de ces formations. Ce qui va nous permettre en tant qu’individu, de comprendre d’abord comment fonctionnent les différentes com-



munes, comment sont organisés leurs budgets de fonctionnement et d’investissement. Aussi en tant que citoyen et représentant des structures de la société civile, cela nous permettra de pouvoir conscientiser les camarades à participer au développement de leurs communes. Pour ce qui concerne le présent atelier sur la collecte et l’analyse des données budgétaires, de laquelle nous sortons, nous avons appris à lire un budget. Ce qui va nous permettre de pouvoir suivre l’élaboration des budgets et leurs mises en œuvre, de pouvoir participer réellement et dans la mesure du possible faire des plaidoyers et des améliorations.

A l’endroit de CERADESI, j’adresse mes remerciements pour toutes ces initiatives d’accompagnement pour le développement des différentes communes du pays. J’invite également ce centre à ne pas baisser les bras parce que tout début est difficile. Il y a certaines communes qui ne comprennent toujours pas l’importance de ces comités de veille citoyenne mais avec le temps, nous pensons qu’elles finiront par comprendre que ces efforts sont faits dans leurs intérêts ”

Notons que cette activité s’inscrit dans le cadre du Projet PARRC (Programme d’Appui au Renforcement de la Redevabilité Sociale et de la Veille Citoyenne en faveur de l’accès aux Services Sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso), financé par l’UNICEF Burkina.

L’acquisition de ces connaissances permettra en premier lieu aux comités de veille citoyenne de base pour mener une étude diagnostique sur les secteurs sociaux de base en vue d’organiser un Débat d’orientation budgétaire avec les élus communaux.

Burkina Faso : La crainte d'une hausse de la pauvreté à 49,9% d'ici 2025



Le représentant du conseil d'administration du CERADESI, Moussa Sissao (au milieu) souligne que 2,2 millions de Burkinabè ont besoin d'assistance

Le Centre d'étude et de recherche-action pour le développement économique et social intégré (CERADESI) a organisé un atelier, le vendredi 14 mai 2021 à Ouagadougou. L'objectif est de valider l'étude sur l'analyse des allocations budgétaires aux secteurs sociaux destinées à la réalisation des droits de l'enfant et de la femme de 2017 à 2021.

Tirer la sonnette d'alarme sur les inégalités en matière de partage des ressources pour une bonne gestion dans l'optique de protéger les personnes vulnérables. C'est le combat du Centre d'étude et de recherche-action pour le développement économique et social intégré (CERADESI).

Dans cette vision, il a mené une analyse sur les évolutions des allocations budgétaires sur la période 2017-2021 de trois secteurs prioritaires pour le bien-être de l'enfant et de la femme. Il s'agit des secteurs de la santé, de l'éducation de base et de l'eau et l'assainissement.

Les sous-secteurs de la nutrition, des infrastructures scolaires et de l'assainissement sont passés au scanner. Il s'est agi concrètement, explique le représentant du Conseil d'administration du CERADESI, Moussa Sissao, d'examiner les tendances des dépenses de ces secteurs. Cela permet de déterminer les efforts que fait l'Etat et de mettre en cohérence ces niveaux d'allocations budgétaires avec les engagements nationaux et internationaux.

Le consultant du CERADESI, Gustave Nebié souligne une tendance saine du budget de l'Etat en termes de réalisation. Une hausse moyenne des recettes totales de 9,20% et un accroissement moyen des dépenses de 7,1% ont été remarqués. Néanmoins, une hausse des dépenses courantes de 8,6% en moyenne annuelle est visible. Les dépenses du personnel s'établissent à 13,2%. Ce qui est au-delà du taux de croissance des recettes et dépenses totales.

Le consultant regrette que le budget prévisionnel des trois secteurs sociaux ne

soit pas « significativement » évolué durant la période de l'étude. Il relève une croissance de 33,46% en 2021 contre 33 % en 2017. Le secteur de la sécurité, lui, est passé de 7,8% en 2017 à 14,4% en 2021.

Au niveau des réalisations budgétaires, la situation est encore plus frappante. La part des secteurs sociaux est passée de 34,7% en 2017 à 31% en 2020. Et dans la même période, pour la sécurité passait de 8,6% à 14,3%. « En 2017, les dépenses sociales étaient quatre fois plus élevées que celles de la sécurité. En 2020, les dépenses de sécurité représentaient 46% des dépenses sociales », explique le consultant.

L'étude, qui est un rapport provisoire, indique que d'ici 2025, si rien n'est fait, l'incidence de la pauvreté passerait à 46,9% [40,1% en 2014] à cause de l'impact négatif de la COVID19. Une inflation de 3,2% est survenue depuis l'avènement de la Pandémie.

Un voyage d'étude au Rwanda

Pourtant sur le secteur de la santé, Nebié confie qu'une importante dotation a été faite en 2020 au ministère. Toutefois, la consommation budgétaire est en baisse par rapport aux autres années. Pour lui, il y a une évolution en dents de scie des taux d'exécution du budget. Ainsi, ils sont de 84% en 2017 à 78% en 2018 pour atteindre 92% en 2019, puis sont revenus à 78% en 2020.

Au niveau du secteur de l'éducation, la part du budget allouée au ministère de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales est située en moyenne à 19,61. « A dépense égale, le Burkina pourrait faire passer son taux net de scolarisation à 98% contre 78% actuellement », a argumenté M. Nebié.

Pour le secteur eau et assainissement, le budget alloué est de 2 et 3%. Le consultant relève une baisse des dotations dans ce domaine qui est primordial. C'est pourquoi, il propose l'accroissement des recettes fiscales et les financements innovants comme des sources prometteuses d'augmentation de l'espace budgétaire. Des recommandations ont été formulées. Il s'agit notamment d'un voyage d'étude au Rwanda pour étudier l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique dans le domaine de la santé. L'allocation suffisante des ressources financières au secteur de l'éducation pour les dépenses d'investissement a été préconisée ainsi qu'une meilleure gestion des ressources en eau. La réduction des iniquités entre urbain et rural en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement a été également sur les tables des recommandations.

Par Frank Pougbila - www.libreinfo.net



Les participants ont validé le rapport de l'étude

Nutrition infanto-maternelle : le CERADESI plaide pour l'allocation d'une ligne budgétaire



Atelier de plaidoyer en faveur de la nutrition infanto-maternelle à Pella

Le Centre d'étude et de recherche-action pour le développement économique et sociale intégré a organisé un atelier de plaidoyer dans l'ensemble des vingt communes d'intervention du projet PAARC. Il s'est agi de plaider à l'endroit des élus communaux pour l'allocation d'une ligne budgétaire en faveur de la nutrition infanto-maternelle.

Dans son élan de lutte contre la malnutrition, le CERADESI a constitué quatre équipes qui ont parcouru chacune cinq communes d'intervention pour un atelier de plaidoyer. Cet atelier de plaidoyer a duré une journée et a réuni les autorités communales (Maire, Maire adjoint, le Secrétaire général, Le Président de la commission des affaires économique et financière, le Comptable...), les 15 membres des CCVC et l'équipe de mission de CERADESI.

Avec l'appui des agents de santé membres des CCVC, l'équipe de mission du CERADESI, a d'abord présenté la situation de la malnutrition dans le monde, au Burkina Faso et plus spécifiquement dans la commune concernée. Ce fut l'occasion pour les membres du CCVC via les agents de santé, de présenter les causes et l'ampleur de la malnutrition infanto-maternelle dans les communes. A la suite de la présentation sur l'état de la malnutrition dans la commune, l'équipe de mission de CERADESI procède à une présentation sur les résultats d'une analyse du budget primitif communal exercice 2021 en terme de dotation. Cet exercice montre que dans la quasi-totalité des vingt (20) communes d'intervention du projet, la part du budget communal allouée à la nutrition infanto-maternelle est nulle aussi bien en terme de fonctionnement qu'en terme d'investissement. Cet état de fait a permis à l'équipe du CERADESI et les membres des CCVC de plaider pour l'octroi d'un montant aux lignes budgétaires relatives au sous-secteur de la nutrition pour une prise en charge endogène des cas de malnutrition des enfants.

A l'issue des différents messages de plaidoyer formulés, l'ensemble des autorités communales ont pris l'engagement de se pencher sur l'objet du plaidoyer. Ils ont affirmé leur engagement à dégager une ligne budgétaire dans les budgets à venir afin de lutter contre la malnutrition de la mère et de l'enfant.



Chargée de Genre et développement plaident en faveur de la nutrition infanto-maternelle dans la commune de Toma



Chargée de Genre et développement plaident en faveur de la nutrition infanto-maternelle dans la commune de Sourgou

PROJET PARRC : LE CERADESI MÈNE LE DÉBAT AVEC LES ÉLUS LOCAUX ET LA COMMUNAUTÉ



Photo de famille de l'équipe CERADESI, des membres des CCVC et des élus locaux prise au sortir de l'atelier de plaidoyer en faveur de la nutrition dans la commune de Gossina

Le Centre d'étude et de recherche action pour le développement économique et social intégré (CERADESI) a entrepris d'organiser une journée de Débat d'orientation budgétaire (DOB) dans l'ensemble des vingt communes d'intervention du projet PARRC. Cette activité a été planifiée sur une période de vingt jours. Financée par UNICEF, cette activité de DOB a permis de rassembler les élus locaux et les membres des Comités communaux de veille citoyenne (CCVC) autour des questions pendantes du développement socio-économique, notamment des secteurs sociaux de base.

Dans sa politique de développement, le Burkina Faso a opté pour la décentralisation. C'est-à-dire un transfert du pouvoir de l'Etat vers les personnes morales de droits publics que sont les communes et les régions. Depuis 1991, la constitution a jeté les jalons de la décentralisation : « le territoire du Burkina Faso est organisé en collectivités territoriales » (article 143). Cette décentralisation est matérialisée et consacrée en 2004, par la loi n° 055-2004/an portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso (CGCT). Elle est perçue comme un processus permettant de faire participer les populations dans l'élaboration et la gestion des politiques qui concernent leur territoire. Cette idée repose sur le postulat selon lequel la décentralisation favorise la démocratisation et le développement à l'échelon local. Ici, le citoyen a des droits et des devoirs prépondérants dans le développement socio-économique de sa cité. Sa responsabilité est engagée. Mieux, la constitution garantit au peuple des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels qui lui permettent d'agir sur les pouvoirs publics notamment les autorités étatiques et les collectivités décentralisées. Le droit à l'information est consacré par les législations en vigueur et les dirigeants ont le devoir de s'assurer de l'effectivité de ce droit. C'est pourquoi le CGCT, en son article 11 précise que : « Les habitants de la collectivité territoriale ont droit à l'information sur la gestion des affaires locales. » Ce droit s'exerce entre autre par : une animation de débats publics sur les projets et programmes locaux de développement et sur les grandes orientations du budget local ; la mise à la disposition des personnes physiques ou morales du budget et des comptes des collectivités territoriales ; l'accès du public aux séances des conseils des collectivités territoriales, à l'exception de celles tenues à huis clos.

L'animation des débats publics intervient ainsi comme une belle opportunité de redevabilité pour les élus et de participation citoyenne de toutes les couches sociales. C'est une occasion pour les populations, notamment les plus vulnérables d'exprimer leurs réelles préoccupations, de poser les difficultés qui freinent le développement socio-économique de leurs localités et faire des propositions d'amélioration. C'est aussi une opportunité pour les élus de promouvoir la mobilisation des ressources (fiscales) locales et de recueillir les propositions des citoyens pour réorienter les politiques de développement afin de les rendre plus participatives et inclusives.

Malheureusement, la réalité dans les collectivités territoriales est tout autre. Nombreuses sont des communes où, jusque-là, les questions de redevabilité et de veille citoyenne demeurent toujours à une étape embryonnaire. C'est l'une des raisons pour lesquelles le CERADESI a initié, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, le projet PARRC (Programme d'appui au renforcement de la redevabilité sociale et de la veille citoyenne en faveur de l'accès aux services sociaux de base, dans 20 communes du Burkina Faso).



Les membres des CCVC de la commune Djigouèra au cours du débat de l'orientation budgétaire



La Mairesse de la commune de Godyr, son 1^{ER} Adjoint, le Secrétaire Général et Comptable à la rencontre de leur communauté

Ces communes sont réparties en huit régions. Il s'agit de Pissila dans le Centre-Nord ; de Bissiga, Niaogho, zabré dans le Centre-Est ; de Pella, Sourgou, Zawara, Godyr dans le Centre-Ouest ; de Guiaro, Ziou dans le Centre-Sud ; de Boudry, Mogtédo, Absouya, Ourgou-manega dans le Plateau-Central ; de Toussiana, Djigouéra dans les Hauts-Bassins ; de Bondigui, Iolonioro dans le Sud-Ouest et de Toma, Gossina dans la Boucle du Mouhoun.

Ainsi, depuis le 23 mai 2021, l'équipe opérationnelle du CERADESI, répartie en deux équipes a commencé à sillonner l'ensemble des vingt communes d'intervention. Objectif, organiser des débats autour des budgets primitifs locaux 2021 en vue de formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte des besoins des populations lors de l'élaboration des budgets à venir. Dans chacune des communes, les comités communaux de veille citoyenne ont préalablement collecté des données sur l'état des lieux des différents domaines de développement, notamment sur les secteurs sociaux de base. Ces données leurs ont permis d'écrire un rapport qui a servi de document de base pour les débats. Ces débats ont regroupé d'un côté, les élus locaux et l'autre les membres des CCVC. Le CERADESI intervient en tant que modérateur pour faciliter les échanges afin de permettre à chaque acteur de tirer le meilleur parti.

L'organisation de ces journées au sein des communes, ont ainsi permis aux acteurs communaux de passer en revue la situation des secteurs sociaux de base; le niveau de développement social et économique de la commune; les préoccupations réelles des populations et les solutions proposées.



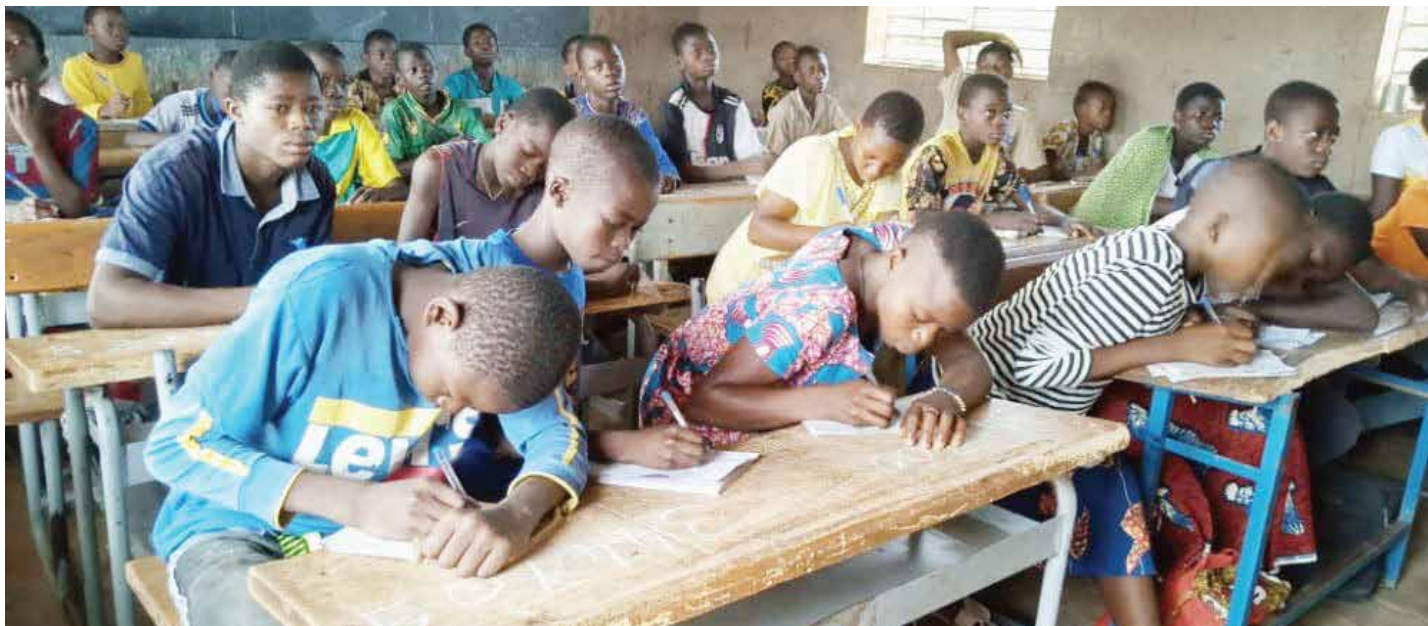
Le deuxième Maire adjoint à droite et le comptable de la commune de Toma constituant le présidium du DOB

Au sortir de ces débats, les différentes parties ont salué l'initiative et exprimé leurs satisfactions. A en croire le point focal de la commune de Gossina : « Au sortir de ces échanges, on peut noter que les débats étaient vraiment interactifs. Les élus locaux ont pris l'engagement à accompagner le CCVC dans sa quête de redevabilité et du développement communautaire. ». Ayant participé à la journée de DOB, le 1er adjoint au Maire de cette commune s'est exprimé en ces termes : « je pense que cette initiative organisée par le CERADESI en collaboration avec le CCVC est très pertinente. Cela nous permet d'avoir des idées pour mener à bien notre mission ». Du reste, il a interpellé le CCVC : « je remercie le CERADESI pour l'initiative de cette veille citoyenne. Je demande surtout aux membres des CCVC de nous aider à sensibiliser la population, surtout sur la collecte des recettes fiscales, les contributions personnelles de chaque acteur pour un développement collectif au profit de tous. »

Notons que si la mise en œuvre du projet PARRC, dans ses débuts, a connu la réticence de certains élus locaux, cette activité de débat d'orientation budgétaires a permis de rencontrer ces élus et de leur donner une autre vision du projet. En témoigne les propos du 2ème adjoint au maire de la commune de Toma : « Nous félicitons véritablement le CERADESI. Au début, nous ne voyons pas nécessairement cette structure d'un bon œil, mais avec le travail abattu, les échanges, ce que le comité a promis de faire en terme d'accompagnement dans la sensibilisation, nous pensons aujourd'hui que la structure mène un travail considérable d'éveil et aussi d'accompagnement des communes. Et nous souhaitons longue vie à cette structure. Nous lui demandons d'approcher de plus en plus les autorités, d'échanger avec nous lorsqu'il y a des difficultés et nous prendrons toutes les observations allant dans le sens du bonheur des populations ».

Pour permettre aux élus locaux et à l'ensemble des conseils municipaux de mieux s'approprier des objectifs du projet PARRC et d'agir conséquemment en faveur du développement local, le CERADESI entend organiser très prochainement des sessions de renforcement de capacités à leur endroit.

Rôle de citoyen : les CCVC montent déjà au créneau



Les élèves du CM2 de la commune de Bondigui pour l'examen blanc organisé par le CCVC

Après plusieurs formations reçues notamment sur le processus budgétaire, le transfert des compétences aux collectivités territoriales, le cadre d'implication des Organisations de la société civile (OSC) dans l'action publique, le rôle du citoyen et celui de l'élu local, l'analyse budgétaire, la nutrition, ... les membres des Comités communaux de veille citoyenne (CCVC) jouent la carte de la citoyenneté exemplaire. Présentation du comité aux autorités, participations aux sessions municipales et aux journées de redevabilité, sorties de sensibilisation, ... sont entre autres les actions déjà entreprises par différents CCVC de la zone d'intervention du projet PARRC (Programme d'appui au renforcement de la redevabilité sociale et de la veille citoyenne en faveur de l'accès aux services sociaux de base, dans 20 communes du Burkina Faso).

Le CCVC de Bondigui : après sa création et après avoir bénéficié des premières formations, le comité de veille citoyenne de la commune de Bondigui a entrepris une visite de courtoisie auprès des autorités locales. Cette visite avait pour objectif de présenter les membres du comité et sa feuille de route. Les institutions visitées sont la mairie, la préfecture, les forces de sécurité de la localité et les chefs coutumiers. Cette initiative a permis au CCVC d'avoir l'approbation, la bénédiction et l'accompagnement de ses autorités. Passé cette étape, le comité a initié deux séries de sensibilisation. La première a porté sur la lutte contre la malnutrition et la préparation de la bouillie enrichie au profit des nourrissons et des jeunes enfants. Cette activité a couvert l'ensemble des formations sanitaires de la commune. La deuxième série de sensibilisation qui a porté sur le civisme fiscal, est intervenue après avoir été invitée par l'autorité communale à participer à un cadre de concertation. Lors des échanges les autorités ont invité les OSC à s'impliquer dans la sensibilisation des populations sur le civisme fiscal afin d'accroître les recettes budgétaires. Ainsi, les membres du CCVC

ont fait le tour des tenanciers des boutiques de rue de la commune pour les inviter à s'acquitter de leur devoir fiscal. Par ailleurs, en ces fins d'année scolaire 2020-2021, le CCVC de la commune de Bondigui a, avec l'accompagnement de la mairie et des enseignants des écoles primaires de la commune, organisé un examen blanc au profit des élèves du CM2. L'objectif étant d'aider ces élèves à mieux se préparer pour aborder les sujets de l'examen du CEP, prévu en fin d'année.

Le CCVC de Sourgo : le comité de veille citoyenne de la commune de Sourgo entretient de bonne relation avec les autorités de la commune. Il a été invité à participer à une journée de redevabilité organisée en mai dernier. Les membres du comité ont répondu présents et ont joué leur rôle de citoyen en partageant leurs avis et critiques. Aussi, à l'instar de l'ensemble des CCVC, celui de Sourgo a mené une étude diagnostique des différents domaines de développement de la localité, notamment des secteurs sociaux de base. Cette étude a servi d'outil pour mener le débat d'orientation budgétaire avec les autorités communales.



Participation du CCVC de Sourgo à une journée de redevabilité



Le CCVC de la commune de Mogtéo entrain de curer les caniveaux des artères de la commune

Le CCVC de Mogtéo : à Mogtéo, le Comité de veille citoyenne fait montre de dynamisme et de son utilité dans le développement socio-économique de la commune. Pour la bonne marche de ses actions, le CCVC a commencé par présenter ses membres aux autorités de la commune en déclinant sa feuille de route et ses objectifs. Ainsi, le CCVC a choisi de s'attaquer en premier lieu au cadre sanitaire et hygiénique. Les membres du comité ont compris que s'assurer de la qualité de la santé des populations nécessite que l'on s'assure au préalable que ces populations vivent dans un cadre assaini. Le CCVC a initié une sortie de sensibilisation sur l'hygiène et l'insalubrité par l'exemplarité. Ils ont sillonné les artères de la commune, pendant que d'autres prodiguaient des conseils de comportements hygiéniques, certains nettoyaient et curaient les caniveaux.

Le CCVC de Gossina : Ce comité a de bonne relation avec les élus locaux. Dès sa mise en œuvre, il a présenté ses membres aux élus. Cela a permis aux autorités de comprendre l'utilité de son existence. Ainsi, la mairie a même désigné quelque fois un membre du comité pour représenter la Mairie en tant que service bénéficiaire lors du dépouillement des appels d'offres.



Les jeunes de la commune de Gossima réhabilitant la route d'accès au marché

Au-delà de ces aspects, le CCVC a planifié un programme d'activité et organisé des sorties de sensibilisation sur la participation citoyenne. Grâce à ces sorties, des jeunes de la commune ont entrepris de réhabiliter avec les moyens locaux, la route principale qui donne accès au marché.

Les CCVC de Iolonioro, Djigouèra, Toussiana, Toma, Godyr, Pella, Zawara, Pissila, Boudry, Absouya, Bissiga, Niaogho et Zawara ont initié, dans un élan d'action citoyenne des visites de courtoisie auprès des autorités communales pour présenter leurs membres. Outre l'étude diagnostique que chacun de ces CCVC a réalisée pour la journée de débat d'orientation budgétaire, ils ont tous établi un planning d'action citoyenne afin d'impacter le développement de leurs communes, dans les plus brefs délais.

En rappel, les Comités communaux de veille citoyenne ont été créés par le Centre d'étude et de recherche-action pour le développement économique et social intégré, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'appui au renforcement de la redevabilité sociale et de la veille citoyenne en faveur de l'accès aux services sociaux de base, dans 20 communes du Burkina Faso, financé par le Fond des nations unies pour l'enfance.



Sensibilisation d'un boutiquier sur le civisme fiscal dans la commune de Bondigui

PROPOS DE DIFFERENTS ACTEURS AU SORTIR DES ATELIERS DE DOB

PARE Victor Point Focal du CCVC de Gossina, à la fin de la journée de DOB au sein de sa commune



Nous avons organisé ce débat d'orientation budgétaire en vue de parfaire l'analyse budgétaire avec les autorités locales. Cela a

consisté à étudier les secteurs sociaux de base, surtout les allocations budgétaires de ces différents domaines que sont la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement.

Les difficultés que nous avons soulevées sont propres à chaque secteur. Sur l'éducation, nous avons relevé entre autres, l'insuffisance des infrastructures scolaires. En effet, on constate qu'il y a, dans la commune, des écoles sous paillotes et écoles à nombre de salles limitées. La dotation en fournitures et cantines scolaires pose souvent problème. Par ailleurs, il y a une insuffisance de mobiliers scolaires dans certaines écoles et un réel besoin de logement pour les enseignants.

Au niveau de la santé, nous avons noté que dans les CSPS, l'électricité fait parfois défaut. A tel enseigne que certains agents de santé soient obligés d'utiliser leurs téléphones comme torche pour éclairer afin de prendre soin des patients. Toutes choses qui nécessitent que l'on puisse se pencher sur la question pour trouver les voies et moyens de mobiliser les ressources pour pallier ces difficultés.

Au sortir de ces échanges, on peut noter que les débats étaient vraiment interactifs. Les élus locaux ont pris l'engagement d'accompagner le CCVC dans sa quête de redevabilité et du développement communautaire.

A l'endroit de CERADESI, j'adresse mes remerciements pour avoir accompagné le CCVC dans la réalisation de cette activité. Nous disons merci. Par ailleurs, nous demandons au CERADESI de continuer d'être au côté du CCVC pour l'accompagner dans l'atteintes des objectifs de développement.

TEMOIGNAGES

KI Bayama et je suis le premier adjoint au Maire de la commune de Gossina, à la fin de la journée de DOB au sein de sa commune



Les débats ont porté sur l'orientation budgétaire pour permettre la prise en compte d'un certains nombres d'aspect dans l'écriture du

budget à venir. Les difficultés soulevées ont porté surtout sur l'eau et l'assainissement. Sur les questions d'éducation, le CCVC a parlé d'une insuffisance d'infrastructures scolaires, les manques de latrines. Il y avait aussi beaucoup de préoccupations au niveau de la santé.

A la fin de cette rencontre, on peut retenir que le CCVC a fait un travail, un diagnostic réel de la situation. On se retrouve dans le diagnostic présenté. Beaucoup d'élément sont d'ailleurs contenus dans notre politique communale de développement.

Je pense que cette initiative organisée par le CERADESI en collaboration avec le CCVC est très pertinente. Cela nous permet d'avoir des idées pour mener à bien notre mission. Pour ce faire, je remercie le CERADESI pour l'initiative de cette veille citoyenne. Je demande surtout aux membres des CCVC de nous aider à sensibiliser la population, surtout sur la collecte des recettes fiscales, les contributions personnelles de chaque acteur pour un développement collectif au profit de tous.

TEMOIGNAGES

DIE Dibina Charles-Louanga deuxième adjoint au Maire de la commune de Toma, à la fin de la journée de DOB au sein de sa commune



Au cours de cette journée de Débat d'orientation budgétaire, le CCVC a présenté une étude qui a été faite sur les différents secteurs

sociaux de base et le budget de la commune. Cette étude a montré les points forts et les points faibles du budget avant de faire des propositions pour améliorer le fonctionnement. Dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'eau, l'hygiène, les difficultés ont été soulevées. Au niveau de la santé et de l'éducation, il a été relevé entre autres des insuffisances d'infrastructures. En ce qui concerne l'accès à l'eau potable, l'insuffisance et/ou l'inexistence de points, les pannes, ont été soulevées comme difficultés.

Au final, on peut retenir que le comité a abattu un travail considérable qui va permettre au conseil municipal de s'orienter, de s'approprier ce document et voir comment le mettre à profit pour améliorer la politique du développement.

Nous félicitons véritablement le CERADESI. Au début nous ne voyons pas nécessairement cette structure d'un bon œil, mais avec le travail abattu, les échanges, ce que le comité a promis de faire en terme d'accompagnement dans la sensibilisation, nous pensons aujourd'hui que la structure mène un travail considérable d'éveil et aussi d'accompagnement des communes. Et nous souhaitons longue vie à cette structure. Nous lui demandons d'approcher de plus en plus les autorités, d'échanger avec nous lorsqu'il y a des difficultés et nous prendrons toutes les observations allant dans le sens du bonheur des populations.

TEMOIGNAGES

Kpoda N. Florent, représentant de la F-SYNTER dans le CCVC de la commune de TOMA, au sortir de l'atelier de DOB



A la fin de cet atelier de débat d'orientation budgétaire, nous pouvons dire qu'il y a eu un débat franc entre les autorités de la communes

et les membres du comité communal de veille citoyenne. Les élus ont reconnu la pertinence des propositions faites par le comité et entendent les prendre.

Les points qui ont été soulevés au cours de ce DOB concernent les domaines de l'eau, l'assainissement, l'éducation, la santé, notamment la nutrition. Nous avons également fait cas de problèmes de recouvrement des recettes fiscales. Ce qui nécessite une forte sensibilisation au niveau de la communauté pour une meilleure mobilisation des ressources afin de permettre à la Mairie de fonctionner et d'investir.

Nous saluons le CERADESI pour cette initiative d'éveil de conscience de chaque acteur. Ces actions conduisent à un changement de comportement et à une participation communautaire au profit du développement local

TEMOIGNAGES

M. KABORE Ismaël le premier adjoint au maire de la commune de SOURGOU, au sortir de l'atelier de DOB



Avant tout propos nous disons merci à CERADESI pour cette initiative, nous avons pu suivre et retenu une analyse des différents problèmes

que nous rencontrons au niveau de la commune sur un certain nombre de secteurs à savoir les secteurs sociaux de base comme l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement. Cela nous a permis de voir plus clair, de prendre en compte certaines recommandations et solutions pour remédier à ces difficultés. Et c'est une grande satisfaction.

Au sortir de cette journée de débat d'orientation budgétaire, nous retenons ce diagnostic comme un plus pour le processus du développement que nous avons déjà déclenché dans notre commune. D'autant plus que les problèmes qui ont été soulevés sont réels. Maintenant il nous reste à trouver des voies et moyens pour solutionner ces difficultés. Et comme l'a dit certains des participants, l'essentiel c'est de lever le lièvre. Et comme cela a été fait, nous travaillerons ensemble avec tous les partenaires à savoir CERADESI, le comité de veille qui a été mis en place et qui travaille déjà en très bon termes avec la commune, afin de mutualiser nos efforts pour relever les défis pour la satisfaction de tous.

TEMOIGNAGES

Luis Constant ZOUNGRANA, le point focal du CCVC de la commune de SOURGOU au sortir de l'atelier de DOB.



Nous venons de participer à une journée de débat d'orientation budgétaire où nous avons présenté à l'autorité commu-

nale un diagnostic des problèmes rencontrés dans les secteurs sociaux de base, suivi de recommandations. Ainsi, en terme de difficultés rencontrées, dans le domaine de la santé, il y a l'insuffisance des lits d'hospitalisations et le manque de logement. Dans celui de l'éducation nous avons constaté qu'il y a des écoles qui nécessitent des normalisations. Aussi, les fournitures et la cantine scolaires sont insuffisantes. La cantine dure seulement trois mois pour un besoin de neufs mois. Au niveau de l'eau et l'assainissement on note un manque de forages dans certaines écoles. Au niveau de la nutrition nous n'avons pas de ligne budgétaire octroyée pour lutter contre la malnutrition et promouvoir une nutrition infanto-maternelle de qualité. A travers ce diagnostic et cette présentation, nous entendions mobiliser tous les acteurs autour d'une recherche de solutions appropriées, en faveur du développement de la commune.

Cette séance d'échanges nous a permis de rencontrer les deux adjoints au Maire et ses collaborateurs. Ils disent avoir pris bonne note de nos recommandations et nous invite nous aussi à nous y mettre. Nous allons ainsi les appuyer dans la sensibilisation, dans la mobilisation des ressources pour pouvoir relever les défis.

TEMOIGNAGES

**Mr SANOU Issa, je représente la FSYNTER
au sein du CCVC de DJIGOUERA,
au sortir de l'atelier de DOB**

TEMOIGNAGES

**TRAORE Bakary, représentant au maire de la
commune de DJOUBERA, au sortir
de l'atelier de DOB**



Nous venons de participer à un débat d'orientation budgétaire organisé par le CERADESI en collaboration

avec le comité communal de veille citoyenne qui a un devoir de veille sur les activités de la commune et d'être surtout le porte-parole de la population auprès du conseil municipal et vice versa. Ainsi le CCVC nous a présenté leurs préoccupations, les difficultés qu'ils ont pu identifier dans le domaine de la santé, l'éducation, de l'eau et l'assainissement et également celui de la nutrition. Au sortir de ce débat nous pouvons dire avoir eu un plus car on a reçu des propositions de solutions pour remédier à ces problèmes. Pour finir je dirai merci à CERADESI et au CCVC d'avoir choisi notre commune comme partenaire et pour la volonté manifeste de nous aider à atteindre le développement escompté car toute action humaine a besoin d'un appui. Retenons que le CCVC n'est pas notre ennemi mais est plutôt notre collaborateur car il joue un rôle important pour la population.



Nous avons travaillé ce matin sur un débat d'orientation budgétaire qui a consisté à déceler d'abord les difficultés dans les différents

secteurs sociaux de base notamment l'éducation, la santé, l'eau et assainissement et la nutrition. Ensuite nous avons proposé des solutions et recommandations en vue d'accompagner les autorités communales. Les acteurs présentes en cette journée étaient les représentants de CERADESI, les membres du CCVC de la commune de DJIGOUERA et le présidium composé du premier et du deuxième adjoint au maire ainsi que le régisseur et le secrétaire général. Au sortir de cette activité nous pouvons retenir que les autorités de la commune de DJIGOUERA ont été réceptifs des tâches confiées au CCVC de la commune, et nous pouvons déjà avoir espoir que notre collaboration portera des fruits. Pour finir nous disons merci à CERADESI ainsi qu'à son partenaire l'UNICEF pour avoir initié ces activités qui contribuent énormément à encrenner la bonne gouvernance dans les collectivités territoriales du BURKINA FASO et partant, à enraciner l'action de veille citoyenne dans les communes. Nous félicitons et remercions également les autorités communales pour leur approbation du CCVC de DJIGOUERA et leur informons de notre disponibilité à les accompagner pour la réussite de leur mandat à travers la gouvernance communale.

TEMOIGNAGES

Propos Recueillis après la formation sur la nutrition



Je suis **MEDA Sôwdétouo**, membre du CCVC de Bondigui. La formation s'est très bien passée. Je suis satisfaite de ce que

j'ai appris. Désormais, dans ma commune, je vais essayer de faire comprendre aux habitants que la malnutrition est une maladie qui peut tuer et par conséquent les conseiller sur les bonnes pratiques nutritionnelles.



Je suis **BATIONA Balélé**, Je représente le SYNATEB de Djigouéra. Depuis hier nous participons à cette formation donnée

par le CERADESI. Cette formation a concerné la malnutrition et le plaidoyer. Je pense qu'elle est la bienvenue parce que c'est une thématique d'actualité. Certes nous avons constaté que le taux de malnutrition est en train de baisser au Burkina Faso depuis 2009, mais cette formation pour nous les CCVC, va nous amener à repartir réinvestir nos acquis dans nos milieux respectifs, ce qui va faciliter la prise en charge des enfants malnutris. Nous avons compris depuis hier que le malnutri n'est pas forcément maigre, que l'obésité est aussi une forme de malnutrition. Nous avons donc retenu que la malnutrition peu d'être liée à la carence, l'excès ou le déséquilibre nutritionnel. Par ailleurs, nous avons appris sur des mécanismes et les opportunités de plaidoyer afin de lutter contre la malnutrition dans la commune. Je remercie énormément le CERADESI pour ces différents efforts. Aussi je l'encourage à étendre ces formations à l'ensemble des autres communes du Burkina FASO.



Je suis **COULIBALY Mariam** je suis de l'association des femmes de Djiguèra, par ailleurs membre

du comité communal de veille citoyenne. Je suis très satisfaite de ses deux journées de formation qui ont porté sur la malnutrition. J'ignorais beaucoup de choses sur la malnutrition. Grâce à cette formation, je viens de renforcer mes connaissances en la matière. J'ai compris que la malnutrition infantile peu prendre racine depuis le fœtus. Tous ce que j'ai appris me permettra de sensibiliser mes consœurs en les invitant à de bonnes pratiques nutritionnelles, à des actions de prévention mais aussi et à la fréquentation des centres de santé en cas de besoin. Pour cela nous disons un grand merci à CERADESI pour l'initiative du projet PARRC.



Je suis **PODA Mariata** membre du CCVC de Iolonioro. Nous venons de participer à la formation sur la malnutrition, organisée

par le CERADESI. Ce que nous avons appris sera utile non seulement pour nous et nos enfants mais aussi pour toute la communauté. Ainsi, nous pourrons mieux appuyer la commune dans la lutte contre la malnutrition, à travers les sensibilisations des populations de l'ensemble des villages de la commune.

ZONES D'INTERVENTION DU PROJET PARRC

Région	Province	Commune
Boucle du Mouhoun	Nayala	Gossina
		Toma
Centre-Est	Boulgou	Bissiga
		Niaogoh
		Zabré
Centre-Nord	Sanmatenga	Pissila
Centre-Ouest	Boulkiémdé	Pella
		Sourgou
	Sanguié	Godyr
		Zawara
Centre-Sud	Nahouri	Guiaro
		Ziou
Hauts-Bassins	Houet	Toussiana
	Kéné Dougou	Djigouéra
Plateau central	Ganzourgou	Boudry
		Mogtédo
	Oubritenga	Absouya
		Ourgou-Manéga
Sud-Ouest	Bougouriba	Bondigui
		Iolonioro



**Les élèves du CM2 de la commune de Bondigui
pour l'examen blanc organisé par le CCVC**

05 BP 6153 Ouagadougou 05

Tél. : (+226) 25 36 97 97 (+226) 63 49 69 69

Site web: www.ceradesi.org Email: info@ceradesi.org